

# IN Magazine N° 195 - Janvier / Février 2021

11 janvier 2021

2020 aura été une année éprouvante. Nous ne reviendrons pas sur l'absence de masques, la gestion hasardeuse des débuts de la pandémie et la suppression des lits d'hospitalisation qui continue malgré la crise sanitaire. Un bilan alarmant du premier confinement a été présenté fin septembre par le Secours populaire dans son baromètre de la pauvreté. Avec le coronavirus et la crise économique qui en découle, beaucoup de Français ont basculé dans la précarité.

Pendant les deux premiers mois de confinement le SPF a aidé des familles monoparentales, des personnes âgées, des étudiants, mais aussi des intérimaires, des travailleurs indépendants, des aides à domicile, des artisans.

Si l'urgence existait déjà, depuis la pandémie, les besoins alimentaires sont encore plus importants, avec une augmentation de 45 % des demandes dans ses permanences d'accueil. Les inégalités se creusent, les Français n'ont jamais été aussi nombreux à épargner, mais aussi à s'appauvrir.

Le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active s'envole. Fin octobre, il atteignait déjà 2,1 millions, soit 8,5 % de plus qu'en 2019. Un chiffre jamais atteint, même après la crise de 2008. Avec un taux de chômage qui devrait dépasser les 10 % en 2021, la hausse du nombre d'allocataires du RSA ne va pas s'arrêter.

Avec les pertes d'emplois qui touchent les salariés et le recul massif de l'activité pour une multitude de travailleurs indépendants, de plus en plus de locataires auront des difficultés pour payer leur loyer, tandis que des accédants à la propriété auront les mêmes difficultés pour rembourser leur emprunt. La contestation monte dans les métiers les plus impactés par le confinement. D'autant plus que cette discrimination favorise le chiffre d'affaires des enseignes de la grande distribution au détriment de commerces de proximité et de nombreuses professions artisanales. Certaines activités, comme la culture, la restauration, seront encore plus sinistrées.

Le pouvoir d'achat des Français connaît un recul inédit depuis 2013. Près d'un Français sur quatre a vu sa situation financière se dégrader cette année. Les ménages les plus modestes ont puisé dans leur épargne afin de maintenir leur niveau de vie - pour ceux qui ont eu la possibilité d'épargner. Depuis le confinement, une majorité s'est tournée vers le Livret A, placement populaire qui, au demeurant, financera une partie du plan de relance gouvernemental. Depuis le 1er février 2020, il est tombé de 0,75 % à 0,5 %, taux le plus bas jamais atteint depuis la création de cette épargne en 1818.

Les intentions de consommation, en fin d'année, n'ont jamais été aussi élevées. Près d'un Français sur dix s'apprête à souscrire un crédit à cette occasion. C'est une soupape, mais attention aux défauts de remboursement.

Les restrictions de déplacement, la non-ouverture des commerces dits non-essentiels, l'absence d'emploi et de rémunération pour certains, le manque du vivre ensemble ont miné le moral de la population : la France est déprimée, le seul vaccin qui existe s'appelle démocratie.

***Christian Méchain, rédacteur en chef***